

**« L'Euro sera porteur de prospérité partagée et de stabilité, si l'Union et les membres de la zone se donnent les moyens de la convergence et de la démocratie »**

***Contribution écrite de Pervenche Berès pour les Rencontres économiques d'Aix en Provence - juillet 2017***

340 millions d'Européens de 19 Etats partagent aujourd'hui la même monnaie. Il y a 25 ans le traité de Maastricht ouvrait la voie à la monnaie unique. 10 ans plus tard, la première pièce en euro était mise en circulation. Aujourd'hui l'euro est la deuxième monnaie la plus utilisée au monde.

La monnaie unique est l'une des réalisations les plus importantes et concrètes de l'Europe. Conçue comme une promesse de prospérité et d'intégration, l'Union économique et monétaire a cependant produit ou laissé se développer des divergences entre les économies que n'avaient pas imaginées ses promoteurs.

L'Union monétaire européenne est restée la fille bancale du traité de Maastricht : elle n'a jamais, malgré les mises en garde et les critiques entendues dès sa conception, été équilibrée par une véritable Union économique ; ce défaut de naissance, lourd de conséquence, a mis à l'épreuve les pays européens lors de la mutation de la crise financière de 2007 en une crise de la dette souveraine en 2010.

Il serait injuste de dire que rien n'a été fait depuis puisque l'Union n'est pas restée inactive, mais les effets de trop longues années de croissance exsangue continuent à se faire sentir ; la zone euro reste confrontée aux dangereuses conséquences de disparités économiques et sociales considérables, à la fragmentation de son secteur financier, à des règles sur les finances publiques qui notamment ignorent l'impératif d'investissements de long terme.

Des réalités et des perceptions trop différentes d'un pays de la zone euro à l'autre quant à l'ampleur et à la nature des défis à relever expliquent en grande partie l'absence de la volonté politique commune nécessaire ouvrant la voie à une action concertée pour oser une Union politique, parachever l'UEM et sa gouvernance. Pour que demain l'euro soit encore la monnaie des Européens et pour la pérennité de l'Union, cette dernière doit agir, avec les Etats membres, afin de permettre à la zone euro de fonctionner de manière optimale, de remédier à ses faiblesses, d'être réactive face aux chocs.

Le partage d'une même politique monétaire requiert la mise en place de mécanismes d'ajustement, pour que la zone euro soit une zone de stabilité, de convergence, d'investissement et d'emploi. C'est ainsi que la confiance entre les Etats membres, les

marchés, les citoyens pourra être rétablie et les tentations populistes refoulées. C'est l'intérêt des Etats membres de la zone euro, mais aussi celui de l'Union dans son ensemble qui, si elle sait se réinventer, pourra recréer une richesse partagée, incarner la réponse aux défis que chacun de ses Etats affronte, redonner aux citoyens des raisons d'espérer et de cimenter leur destin commun.

Le temps est donc venu d'aller plus loin et plus vite pour faire de la zone euro le cœur et le socle de l'Union à 27, une zone que l'ensemble des pays de l'Union européenne ont vocation à rejoindre. Pour cela, nous proposons un ministère des finances de la zone euro regroupant les fonctions de commissaire européen chargé des affaires économiques et monétaires et de président de l'Eurogroupe, un budget propre à la zone et un code de convergence incluant des critères qui favoriseraient l'investissement soutenant la transition écologique, la convergence fiscale et l'emploi.

Le budget de la zone euro devrait remplir trois fonctions :

- stabilisation, combler les différences dans les cycles économiques et absorber les chocs économiques (a)symétriques ;
- allocation, à travers la réalisation d'investissements d'intérêt général ;
- redistribution et soutien à la convergence.

Ce budget doit favoriser le retour de la convergence, l'investissement et la confiance alors que depuis le déclenchement de la crise, les divergences ont été plus importantes au sein de la zone euro qu'en dehors et que les règles du pacte de stabilité ont miné les stabilisateurs automatiques au sein de la zone. Le Mécanisme européen de stabilité représente potentiellement un budget de 5 % du PIB des pays membres de la zone euro. Aujourd'hui sous-employé, il pourrait constituer l'embryon d'un budget de la zone. Certains voudraient le transformer en un Fonds monétaire européen, le Parlement européen de son côté plaide pour son intégration dans la méthode communautaire ; ce sera un élément-clé de la négociation qui s'ouvre. Le risque, ce serait d'accepter comme une première étape ce que souhaite le ministre des Finances allemand : la mise sous contrôle de la discipline budgétaire par un organe «indépendant» sous couvert de mouvement. L'essentiel doit être d'obtenir une approche globale.

Ces progrès devront aller de pair avec de vraies avancées dans le domaine du contrôle démocratique. A commencer par l'amélioration de la transparence des processus de décision, qui doivent mettre en lumière les prérogatives de chaque niveau de gouvernance. Ainsi, le Parlement européen et les parlements nationaux doivent pouvoir exercer pleinement leurs pouvoirs de surveillance, selon le principe de responsabilité au niveau où les décisions sont prises. Mais il faudra sans doute aller plus loin, en accordant notamment la possibilité au Parlement européen de se réunir et de décider en format zone euro.

Il y a peu encore, il était fréquent d'entendre que le climat ambiant ne permettrait pas l'acceptation de véritables réformes. L'ambiance politique et géopolitique a considérablement évolué. Provocations de Trump, incertitudes liées au Brexit, reflux que l'on espère plus que temporaire du populisme : les Européens serrent à nouveau les rangs. Nous sommes dans une période charnière de ressaisissement européen qu'il faut mettre à profit en tranchant enfin le débat entre l'union politique à l'allemande et le gouvernement économique à la française... en tenant les deux bouts de la chaîne, responsabilité et solidarité, investissement et réformes.